

Lettre électronique du NPA 33 dans le secteur de l'éducation



12 novembre 2019

Sommaire

- @ Dans l'éducation et partout, toutes et tous en grève le 5 décembre !
- @ Répondre au racisme anti-musulmans par l'action collective et démocratique des travailleurs et de la jeunesse
- @ La précarité tue, organisons-nous contre ce système brutal !
- @ Nouvelles spécialités au lycée : plus de travail pour le même salaire !
- @ Refusons des examens bâclés et non rémunérés !
- @ Le personnel du lycée du Grand Parc (Bordeaux) arrête les cours après la nouvelle agression d'un élève

Dans l'éducation et partout, toutes et tous en grève le 5 décembre !

Nous avons tous intérêt à faire de la journée du 5 décembre le point de départ d'une grève reconductible, une lutte d'ensemble jusqu'au retrait du projet Macron-Delevoe de casse des retraites.

Recul majeur annoncé

L'enjeu est décisif. Non seulement la réforme Macron-Delevoe prévoit de repousser l'âge de départ à la retraite (impossible d'accéder au taux plein avant 64 ans) et de baisser les pensions (comme toutes les réformes menées par les gouvernements de droite et de gauche depuis 1993), mais elle voudrait imposer deux autres reculs sans précédent.

Le premier est une « règle d'or » qui imposerait qu'un pourcentage du PIB ne pourrait pas être dépassé pour financer les retraites. C'est la certitude d'un appauvrissement généralisé des retraités, puisque leur proportion dans une société vieillissante va augmenter pour une proportion de PIB qui elle resterait fixe.

Le second est un calcul « par points » qui se ferait sur toute la carrière, et non sur les 25 meilleures années dans le privé, ou sur les six derniers mois dans le public. Conséquence, là-aussi, une baisse des pensions pouvant aller jusqu'à plusieurs centaines d'euros, et une incertitude permanente sur le montant des pensions, puisque chaque gouvernement pourrait modifier la valeur du point.

Casse de l'école, casse des retraites : une même offensive contre les classes populaires

Cette casse des retraites obéit à la même logique que toutes les réformes qui détruisent peu à peu les services publics : faire des économies sur le dos des salariés et de la popula-

tion, pour rembourser la dette publique aux groupes financiers. Autre cadeau fait à ces derniers : en baissant les pensions, la réforme encouragerait ceux qui en ont les moyens à placer leurs économies dans des fonds de pensions pour espérer avoir une retraite complémentaire... nombre de retraités américains ont fait l'expérience du danger de ces systèmes financiers quand ils font faillite.

Les réformes de l'éducation engagées par Blanquer répondent au même but : diminuer le coût de l'éducation en réduisant le personnel, en multipliant les postes tenus par des collègues qui ont des contrats précaires, et en intensifiant le travail. Et on l'a tous éprouvé durement dans cette rentrée pourrie.

Vers un mouvement de contestation global

La journée du 5 décembre a été initiée par les syndicats des salariés de la RATP qui appellent à une grève illimitée, après le succès de leur mobilisation en septembre. Une intersyndicale CGT, FO, FSU et Solidaires, avec des organisations de jeunesse FIDL, MNL, UNL et UNEF, appelle à une « 1ère journée de grève interprofessionnelle »... et il est clair qu'une journée ne suffira pas et qu'il s'agit de réussir cette première journée pour engager un mouvement d'ampleur pour faire reculer le gouvernement.

La colère gronde : chez les cheminots, les personnels des urgences, les pompiers, dans la continuité de la contestation portée par les Gilets jaunes, et pour notre secteur, de la grève contre la loi Blanquer et du bac en juin. La détermination et la mobilisation pèsent mille fois plus que des dizaines de réunions d'un prétendu « dialogue social » qui paralyse les organisations syndicales qui y participent.

C'est le moment de s'y mettre tous. Et il nous faut d'ores et déjà discuter de la suite, sur nos lieux de travail, en participant aux assemblées générales. Pour stopper les attaques, imposer des services publics au service de tous, de véritables augmentations de salaires, les embauches nécessai-

res, pour obtenir le retrait pur et simple de la réforme des retraites, il nous faut construire ensemble l'affrontement contre le gouvernement, la finance et les patrons, et discuter ensemble, démocratiquement, de nos revendications !

Répondre au racisme anti-musulmans par l'action collective et démocratique des travailleurs et de la jeunesse

La manifestation contre l'islamophobie du dimanche 10 novembre à Paris, qui a rassemblé plus de 13000 personnes, a été une première réponse indispensable pour combattre la campagne de haine contre les musulmans et tous ceux qui sont supposés l'être.

Dans l'éducation, le sénat a remis le couvert le 29 octobre dernier en votant l'interdiction du voile aux mères accompagnant les sorties scolaires, sur proposition des Républicains. Ils avaient déjà essayé de l'introduire dans la loi Blanquer au printemps dernier, mais la mobilisation des enseignants et des parents l'avait fait retirer.

Cette campagne a été relancée publiquement le 11 octobre par un élu du RN prenant à partie une femme voilée venue accompagner une sortie scolaire au conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté. L'élu l'a interpellée en pleine séance lui demandant de retirer son foulard.

Le vote du sénat intervient dans un climat nauséabond d'offensive raciste et xénophobe menée par l'extrême-droite et par Macron, relayée largement par les médias qui laissent le champ libre aux propos haineux des Zemmour et autres chroniqueurs qui peuvent déverser impunément sur les télévisions et les radios des propos racistes anti-musulmans.

C'est dans ce contexte d'offensive raciste et xénophobe qu'a eu lieu l'attaque de la mosquée de Bayonne par un ancien candidat du FN, aujourd'hui RN, qui a fait deux blessés graves.

La stigmatisation des populations d'origine immigrée se pare pour beaucoup de la défense de la laïcité, pilier d'une République qui serait garante de l'égalité pour tous. Mais si la laïcité interdit aux fonctionnaires d'afficher des signes religieux dans le cadre de leur fonction, en quoi cela concerne-t-il des accompagnantes voilées dans les sorties scolaires ? On entend beaucoup moins ces défenseurs de la République laïque lorsqu'il s'agit de dénoncer le financement par l'Etat des écoles privées religieuses, pour le coup bien chrétiennes.

Le racisme anti-musulman (appelé communément « isla-

mophobie ») transpire dans les propos du ministre Blanquer, lorsqu'il déclare que « *le voile n'est pas souhaitable dans notre société* ».

S'opposer à ce mépris et aux propos stigmatisants, défendre les mères qui portent le voile, est une lutte pour nos libertés à tous. Et cela ne signifie pas renoncer à lutter contre l'obscurantisme de toutes les religions et contre tout ce qui porte la soumission des femmes.

L'offensive raciste et réactionnaire du pouvoir est une offensive contre le monde du travail dans son ensemble, pour diviser, dresser les classes populaires les unes contre les autres.

Les dernières mesures du gouvernement sur les quotas et l'immigration choisie l'illustrent bien, dans la continuité de celles de Sarkozy, pour le plus grand profit du Medef, qui s'en est réjoui. De même que la répression contre les migrants, travailleurs et jeunes de tous les continents, contraints de fuir leur pays pour échapper à la misère, à la guerre et aux dictatures, présentés et dénoncés comme un danger pour nos conditions de vie et de travail.

Macron a lui-même préparé le terrain, entretenant la surenchère du côté de la droite et de l'extrême droite, tout en prétendant les combattre, en ouvrant un débat sur l'immigration à l'Assemblée nationale. Il ne manquait pas de cynisme en prétextant répondre aux Gilets jaunes.

Nos adversaires sont ceux qui cherchent à nous diviser pour aggraver l'exploitation, détourner notre colère et notre révolte des vrais responsables de la régression sociale : les patrons et le gouvernement qui les sert.

Combattre la campagne raciste, c'est affirmer la solidarité de tous les travailleurs, quelles que soient leurs origines et leurs convictions philosophiques ou religieuses. C'est une lutte à mener tous ensemble, sur le terrain social et politique. A commencer par le 5 décembre, en s'organisant pour en faire le début d'un vaste mouvement d'ensemble contre les attaques réactionnaires du patronat et du gouvernement.

La précarité tue, organisons-nous contre ce système brutal !

Nous publions le communiqué du NPA-Jeunes qui appelait mardi 12 aux manifestations de colère, en solidarité avec le jeune étudiant de Lyon qui a tenté de s'immoler par le feu pour dénoncer la précarité à laquelle sont réduits de nombreux étudiants.

Vendredi 8 novembre, un étudiant de Lyon, militant syndicaliste, a tenté de mettre fin à ses jours en s'immolant par le feu devant le bâtiment du Crous. Un acte politique, brutal, né de l'extrême précarité dans laquelle il était contraint de vivre, après avoir perdu sa bourse de 450 euros.

Dans le post Facebook où il explique son geste, il dit que ce sont « Macron, Hollande, Sarkozy, et l'Union européenne » qui l'ont tué, par leurs réformes libérales qui n'ont eu de cesse de rogner nos conditions d'étude, nos conditions de travail, mais aussi et en dernière instance nos conditions de vie.

Cet événement tragique est bouleversant pour l'ensemble de la jeunesse, car il est l'expression la plus aiguë et la plus douloureuse de la précarité dans laquelle nous sommes plongés. Précarité économique d'abord, liée à la maigreur de nos revenus, des aides que nous percevons et qui continuent d'être tronquées, au chômage auquel nous devons faire face, aux difficultés du logement qui est notre quotidien. Mais aussi précarité liée à l'incertitude de l'avenir, à la dégradation des rapports humains par une mise en concurrence toujours plus forte à la fac et dans le monde

du travail, à la menace croissante de phénomènes de crises économiques, sociales et écologiques dont nous ne sommes pas responsables.

Le NPA Jeunes, organisation anticapitaliste et révolutionnaire de jeunesse, joint sa colère à celles de ses camarades et du reste de la jeunesse. Ainsi, nous appelons à rejoindre les rassemblements qui ont lieu devant les Crous aujourd'hui, mardi 12 novembre. Nous appelons à nous organiser sur nos lieux d'étude et de travail pour apporter une réponse collective à la brutalité de ce système capitaliste, y compris en construisant la grève du 5 décembre et le « touTEs ensemble » contre la réforme des retraites, énième incarnation de la précarisation de la jeunesse et des classes populaires.

NPA Jeunes – Montreuil, le 12 novembre 2019

Nouvelles spécialités au lycée : plus de travail pour le même salaire !

À la formation académique du 6 novembre avec les inspecteurs d'Aquitaine sur la nouvelle spécialité LLCE (Langue, Littérature, Culture en langue Etrangère) espagnol, nous avons posé beaucoup de questions, obtenu peu de réponses, et exprimé beaucoup d'inquiétudes et de colère.

Le premier sujet d'interrogation et d'inquiétude a été la pérennité de la matière au vu des faibles effectifs là où des classes ont été ouvertes (42 sur 72 établissements, se réjouissait l'Inspection). Par exemple, à Saint Caprais à Marmande (privé) où il n'y a que 2 élèves et à Agen (public) où il y en a 10, les directeurs ont déjà annoncé que la classe de Terminale (6h par semaine) n'ouvrira pas l'an prochain. L'Inspection a préconisé d'envoyer les élèves au CNED, -payant !- sur décision du Chef d'établissement confirmée par le Rectorat... Des profs sans travail et des élèves qui doivent payer encore plus leurs études !

Sachant que la plupart des classes tournent autour d'une vingtaine d'élèves (1 seul établissement a 2 classes de LLCE espagnol, Bergerac), nous sommes d'autant plus inquiets que les élèves doivent abandonner une spécialité en fin de première, que beaucoup les ont prises sans trop de motivation ni d'infos (au mois de mars, en Seconde). Et surtout, ils sont soumis aux attendus de ParcoursSup pour lesquels il faut impérativement avoir fait des matières considérées par les filières comme plus « fondamentales » pour accéder à des carrières valorisées...

Les collègues ont aussi demandé, sans obtenir de réponse satisfaisante, pourquoi un élève pouvait prendre deux spécialités scientifiques mais pas deux langues ?

On voudrait nous habituer à la précarité des matières dont la durée de vie se réduit (5 ans seulement pour l'ex LELE (Littérature en Langue Étrangère) et surtout à la précarisation des personnels perdant leurs heures d'une année sur l'autre, mis en concurrence pour « garder » leur matière !

Une chose est sûre : la charge de travail s'alourdit consi-

dérablement. Dans les matières du tronc commun (dont les langues), deux évaluations E3C (type contrôle continu) sont imposées en Première et une en Terminale. Des tas d'heures ne seront pas payées : heures de concertations pour ces évaluations mais aussi quand des profs se « partagent » une spécialité (ce que l'inspection a l'air d'encourager...) ainsi que la correction des fameuses E3C !

On a aussi beaucoup réagi à l'annonce de la numérisation impérieuse des copies des EC3. Sans corrigé type, la correction devra se faire de façon très complète sur la copie et elles devront toutes être scannées et envoyées aux élèves et aux profs qui ne corrigeront jamais leurs propres élèves (comme beaucoup de collègues qui faisons LLCE sommes seuls dans notre établissement à la faire, on devra les envoyer dans un autre établissement !)

Quand une collègue a demandé comment on ferait ces corrections, l'inspecteur, cynique, lui a répondu, goguenard : « *en écrivant de la main droite ou gauche selon que vous êtes gauchère ou non* » ! Il a fini par dire que les établissements s'occuperaient de scanner les copies mais personne ne l'a cru. Surtout quand il a ajouté que « *corriger en loge n'ajoutait aucune plus-value à l'établissement* »...

On s'est ensuite beaucoup interrogés sur le « carnet de culture », l'oral terminal dont on ne sait rien. Les inspecteurs ont fini par s'entendre dire de ne pas se casser la tête, qu'ils naviguaient à vue mais que, nous, on savait que cette réforme n'était faite ni pour les élèves ni pour les profs mais pour supprimer des postes et baisser nos salaires (car si on fait plus de travail pour le même salaire, c'est une baisse de salaire).

Par conséquent, entre collègues, on a discuté de refuser ces E3C, qu'ils se dem... et de faire grève le 5 décembre avec les autres salariés contre la réforme des retraites (qui est aussi un vol de nos revenus) et la casse des services publics dont l'Educ.

Refusons des examens bâclés et non rémunérés !

Dans certains établissements, des professeurs réunis en intersyndicale ont exprimé leur rejet de la réforme du bac avec ces E3C sous forme de lettres-pétitions aux chefs d'établissement ou à Blanquer.

Ils leur ont écrit que si ces épreuves se tenaient malgré l'opposition d'une grande partie des enseignants (et bien sûr aussi d'autres personnels) et des syndicats, les profs demandent pour chaque discipline que ces épreuves et celles du mois de mai pour les spécialités se déroulent dans les conditions dignes d'un examen, ce qui suppose au minimum :

- une demi-journée banalisée pour chaque équipe pédagogique pour choisir le sujet et s'entendre sur les attendus

pédagogiques et le barème de notation,

- un élève par table, deux surveillants par salle, un même créneau horaire pour chaque épreuve,

- que les nombreuses copies qui doivent être scannées et numérisées le soient par les soins et aux frais de l'établissement et non par chaque enseignant,

- une décharge horaire de 20 minutes minimum par correction de copie, soit dans l'hypothèse d'un lot de 35 copies par enseignant, une journée et demie banalisée pour la correction correspondant à 12 heures de travail, ce qui semble un minimum alors même que les profs ne sont pas rémunérés pour ce travail d'examen.

Le personnel du lycée du Grand Parc (Bordeaux) arrête les cours après la nouvelle agression d'un élève

Du mercredi 16 au vendredi 18 octobre, les cours n'ont plus été assurés au lycée Condorcet. Le personnel enseignant ainsi que la vie scolaire ont arrêté leur travail après l'agression de trop. En effet, à la sortie du lycée, un élève de l'établissement a été attendu par une bande de jeunes, cagoulée et armée de bâtons, qui voulait le passer à tabac. Les surveillants du lycée ont réussi à s'interposer mais plusieurs d'entre eux ont été menacés et ils n'ont pu sortir que sous protection policière. Ce n'est pas la première fois qu'un événement de ce type survient : l'année dernière, un élève déjà avait été poignardé à la sortie et il avait fallu l'intervention courageuse de membres de l'établissement pour qu'il ait la vie sauve. Et ces derniers mois, les incidents de ce type se multiplient. Pour l'instant, on ne sait toujours pas quel sera la situation à la rentrée qui doit avoir lieu le 4 novembre.

Le jeudi matin, les enseignants ont débrayé les cours de manière spontanée. Ils voulaient se retrouver pour échanger sur la situation mais aussi exiger des conditions de travail et de sécurité qui permettent de ne pas voir se reproduire ce genre d'accidents. La direction et le rectorat ont tenté d'imposer la reprise des cours en vain. Pour les autorités, le problème serait extérieur au lycée et ils n'ont pas d'autres choses à présenter qu'une réponse policière. Mais l'intervention des « forces de l'ordre » -et tous les contrôles au

faciès, humiliations et violences policières qui vont avec alimente au contraire les problèmes et les tensions dans ces quartiers populaires.

Ce que réclame les enseignants et personnels du lycée Condorcet, ce sont des conditions de travail et d'étude à la hauteur. Ils refusent que les surveillants soient en première ligne face aux agressions et réclame la présence d'Equipes Mobiles de Sécurité (EMS, responsables de la sécurité affectés par le rectorat), jusqu'à nouvel ordre, la baisse de la capacité d'accueil du lycée ou encore la mise en place de réunions régulières avec les acteurs du quartier.

Il existe un débat au sein de la communauté éducative du lycée, certains étant pour une répression accrue des élèves : davantage de mesures conservatoires, de conseils de disciplines, le dépôt de plainte par la Direction, etc. Si la volonté de mettre fin à ces violences est compréhensible, ces revendications interrogent sur la logique plus générale de la protestation. En effet, c'est par la mobilisation collective dans ces quartiers, incluant les professeurs, mais aussi les élèves et la population, qu'il sera possible de changer la situation et de construire un véritable rapport de force pour obtenir plus de moyens, et plus largement mettre fin à la pauvreté et le chômage qui sont les fondations sur lesquelles s'approfondit la violence dans les quartiers populaires.



Pour s'abonner à cette lettre électronique, envoyez votre mail ou ceux de vos proches à contact@npa33.org, en précisant « **lettre éducation** »

Pour vous désabonner, envoyez un mail à contact@npa33.org, en précisant « **désabonnement lettre éducation** »

www.npa33.org

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX
courriel : contact@npa33.org - Tel : 07 83 64 43 49